

Manifeste 'Conserver nos fermes sans le TTIP et sans le CETA'

- Arrêter le TTIP et le CETA dans l'intérêt de nos agriculteurs, de nos consommateurs et de nos aliments

L'Union européenne (UE) et les États-Unis négocient un accord de libre-échange (TTIP). Ils le font en secret, le contenu précis est inconnu. Mais tous les signaux sont rouges pour l'agriculture et l'élevage: le TTIP entraînera l'inondation du marché européen par des produits agricoles américains produits à des standards inférieurs, au détriment des revenus des agriculteurs, de la sécurité alimentaire (*note de traduction : dans le sens de la qualité des aliments*), des droits des travailleurs, la qualité de l'environnement et le bien-être des animaux. Le CETA, le TTIP canadien, entraînera également des effets négatifs semblables.

Dans le cadre de ces traités de libre-échange, aucune prescription ne peut être imposée sur la méthode de production des marchandises importées. Seule la sécurité alimentaire (*note de traduction : dans le sens de la qualité des aliments*) est reconnue, dans une mesure limitée. L'UE et les États-Unis ont également des façons fondamentalement différentes de déterminer si les produits et les substances sont sûrs et autorisés sur le marché. Les décisions de l'UE concernant la sécurité sanitaire des aliments et les questions environnementales reposent sur le principe de précaution: non, sauf s'il est établi qu'ils sont inoffensifs. Les Américains disent exactement le contraire: oui, si. Ils n'interdisent un produit ou une substance que s'il est démontré hors de tout doute qu'il est nuisible. En outre, l'agriculture et l'élevage des États-Unis ne sont soumis à aucune norme légale en matière de bien-être animal, et ils sont confrontés à des normes environnementales, de salubrité des aliments et de travail beaucoup plus faibles. C'est en partie pourquoi les coûts de production aux États-Unis sont beaucoup plus bas que dans l'UE.

Concurrence déloyale pour les agriculteurs et les travailleurs

Ainsi, si l'UE et les États-Unis reconnaissent réciproquement leurs standards, la réduction des taxes à l'importation entraînera inévitablement une concurrence déloyale par rapport aux produits des États-Unis. L'établissement de quotas d'importation exempts de droits de douane pour les produits américains entraînera également une concurrence déloyale et une baisse des prix. Le marché européen sera perturbé, ce qui aura des conséquences considérables sur la continuité du secteur agricole primaire en Europe. La concurrence déloyale oblige les agriculteurs à augmenter ou à fermer les fermes familiales dans l'élevage ainsi que dans l'agriculture. Cela entraîne également la perte d'emplois dans les industries en amont et en aval. Les conditions de travail et les salaires des travailleurs dans l'ensemble du secteur agricole continueront d'être sous pression.

Normes sous pression

La Commission européenne et les gouvernements de nombreux États membres soutiennent que les normes ne seront pas réduites, mais cela ne donne aucune garantie aux agriculteurs et aux consommateurs. L'UE a déjà retardé et assoupli la législation dans ces domaines en préparation du TTIP. En outre, les normes relatives à la sécurité sanitaire des aliments sont déjà réduites, et le TTIP et le CETA rendent pratiquement impossible l'élévation de ces normes. Après avoir été ratifié par les États membres, l'instance de coopération en matière de régulation jugera la nouvelle réglementation sur l'environnement, le bien-être des animaux et la sécurité alimentaire sur le critère de la «distorsion des échanges». Elle pourrait même essayer de se débarrasser des normes européennes actuelles sur la sécurité alimentaire comme les OGM, l'utilisation d'hormones et d'antibiotiques, les pesticides et ainsi de suite, qui sont aujourd'hui interdits. Nous ne pouvons pas permettre ce processus antidémocratique par des experts techniques sous l'influence de l'agro-industrie, conduisant à une plus grande harmonisation sans aucun contrôle des citoyens et des élus.

À l'avenir, ces normes devraient être plus ambitieuses au lieu de diminuer, mais uniquement à condition que les agriculteurs soient payés pour les coûts supplémentaires associés à cet accroissement des normes et à condition que le marché de l'UE soit protégé contre les produits qui répondent à des normes inférieures. Ces accords et d'autres accords de libre-échange interdisent toutefois de telles mesures.

Des études américaines et européennes montrent que l'agriculture et l'élevage européens seront gravement désavantagés par le TTIP: plus d'importations, baisse des niveaux de production et baisse des prix. Nous trouvons donc incompréhensible que nos politiciens soient si enthousiastes à l'égard du TTIP et du CETA.

Nous voulons que les négociations du TTIP soient arrêtées et nous voulons que l'UE et les Pays-Bas s'abstiennent de ratifier le CETA. Si les négociations du TTIP se poursuivent, l'agriculture, l'élevage et l'alimentation de ces secteurs devraient être retirés des négociations.

Signé par:

Farmers organisations:

National:

- Autriche:
 - o ÖBV-Via Campesina Austria – ECVC
- Belgique:
 - o FMB - Flemish Milk Board (member European Milk Board) -- Flandre
 - o FUGEA - Fédération Unie de Groupements d'Éleveurs et d'Agriculteurs -- Wallonie
 - o MIG - Milcherzeuger Interessengemeinschaft (member European Milk Board) -- Wallonie
- Finlande:
 - o ESVY ry - Southern Finland Organic Farmers Association
- France:
 - o La Confédération paysanne - Confederation of Peasants
 - o OPL (Organisation des Producteurs de Lait) de la Coordination Rurale – Milk producers
- Allemagne:
 - o AbL - Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft e.V.
- Italie:
 - o Associazione Rurale Italiana (ARI)
- Pays-Bas:
 - o BD-Vereniging - Vereniging voor Biologisch-Dynamische landbouw en voeding - Association pour l'agriculture et l'alimentation biodynamique
 - o Bionext – Représentant le secteur biologique néerlandais, y compris les agriculteurs, l'industrie de transformation, le commerce et le commerce de détail
 - o DDB - Dutch Dairymen Board (member of European Milk Board)
 - o LTO Varkenshouderij – Porcherie (membre du COPA Pays-Bas)
 - o NAV - Nederlandse Akkerbouw Vakbond – Syndicat néerlandais des agriculteurs
 - o NMV - Nederlandse Melkveehouders Vakbond – Syndicat néerlandais des producteurs laitiers

- NVP – Nederlandse Vakbond Pluimveehouders- Syndicat néerlandais des agriculteurs de volailles
- NVV - Nederlandse Vakbond Varkenshouders – Syndicat néerlandais éleveurs de porcs
- Toekomstboeren – Les futurs agriculteurs
- Roumanie:
 - Eco Ruralis – ECVC
- L’Espagne:
 - COAG - Coordinadora de Organizaciones de Agricultores y Ganaderos
 - EHNE Bizkaia – Pays Basque
- Suede:
 - NordBruk
- Suisse:
 - Uniterre

Europe à l'échelle:

- Coordination européenne Via Campesina

Organisations de la société civile and syndicats:

National:

- Compassion in World Farming Nederland – Pays-Bas
- Ecologistas en Acción – L’Espagne
- FNV Agrarisch Groen – Syndicat Travailleurs agricoles – Pays-Bas
- Global Justice Now – Royaume-Uni
- Milieudefensie – Les amis de la Terre – Pays-Bas
- Platform Aarde Boer Consument (ABC) - Plate-forme Terre Agriculteur Consommateur – Pays-Bas
- Slow Food Deutschland e.V. – Allemagne

Europe à l'échelle:

- Compassion in World Farming
- Corporate Europe Observatory
- IATP - Institute for Agriculture and Trade Policy (United States and Europe)
- TNI - Transnational Institute

20 December 2016

Contact: Guus Geurts, coordinator Dutch TTIP and agriculture coalition

guusgeurts@yahoo.com

00 31 (0)6 43979849